

Questions sur les infections - Épisode 30
La COVID-19 et les évacuations des communautés
autochtones du Nord (2019-nCoV, Pt 15)

Shivoan : Bienvenue à un tout nouvel épisode de *Questions sur les infections*, une série de balados sur la santé publique produite par le Centre de collaboration nationale des maladies infectieuses. Je m'appelle Shivoan Balakumar. Nous poursuivons notre série sur la COVID-19 qui couvre des sujets et des questions d'intérêt sur lesquels se penchent des praticiens de la santé publique au Canada. Si vous avez des questions, veuillez nous les envoyer à nccid@umanitoba.ca ou visitez notre site Web à nccid.ca. Dans cet épisode, le quinzième de notre série, nous nous sommes associés au Centre de collaboration nationale de la santé autochtone pour discuter de l'évacuation des communautés autochtones du nord du Canada et des questions de santé publique que soulève la COVID-19 dans le cadre d'événements tragiques. Roberta Stout, associée de recherche au CCNSA, s'est entretenue avec Emily Dicken, Ph. D., directrice de la gestion des urgences de la First Nations Health Authority (autorité sanitaire des Premières nations). Emily a également effectué des recherches approfondies auprès de communautés des Premières nations dans des situations de catastrophe et d'urgence. Voici Roberta Stout en compagnie d'Emily Dicken.

Emily : Bonjour, et merci beaucoup de m'avoir invitée à participer à ce balado aujourd'hui. Je m'appelle Emily Dicken. Du côté paternel, je viens de la nation crie de Little Red River, en Alberta, et du côté maternel, je suis de souche britannique mixte. Je suis reconnaissante de participer à cette diffusion d'aujourd'hui sur les territoires traditionnels et non cédés de la nation Squamish Lil' wat. Et merci de me donner la possibilité de partager mon expérience et mes connaissances.

Roberta : Merci. Pourriez-vous nous broser le portrait des problèmes liés aux évacuations des communautés autochtones du Nord et de leurs impacts sur ces communautés?

Emily : Certainement. En me basant sur ma formation universitaire et sur mon travail de longue haleine avec les communautés des Premières nations de la Colombie-Britannique en situation de catastrophe, en plus de ma pratique professionnelle dans la gestion des urgences dans la province de la Colombie-Britannique et maintenant de mon travail auprès de la First Nations Health Authority, j'ai constaté que les populations autochtones et les communautés des Premières nations vivent des expériences vraiment disproportionnées en situation de catastrophe quant aux impacts des évacuations.

Ce n'est pas seulement que les catastrophes se produisent plus fréquemment dans les communautés... En raison de la législation déprimante profondément enracinée et d'autres contextes,... En fait, selon l'article de la *Loi sur les Indiens* portant sur les réserves, on constate que les populations autochtones vivent dans des endroits ayant une grande fréquence de catastrophes naturelles, et il n'y a pas que la fréquence. Il y a également l'intensité des événements qui se produisent dans les communautés en raison de leur localisation et parce que l'atténuation à long terme n'a pas été priorisée par les différents paliers de gouvernement et de gouvernance. En conséquence, le risque et l'exposition des communautés sont beaucoup plus élevés.

Ainsi, nous constatons que les communautés sont obligées d'évacuer plus fréquemment et, lorsque ces évacuations ont lieu, il n'y a souvent pas de couverture d'assurance pour les propriétaires ni d'assurance pour les locataires. Parmi les nombreuses populations et communautés des Premières nations qui doivent vivre des évacuations, on constate qu'il manque certains services de soutien d'urgence – comme nous les appelons en Colombie-Britannique – et qu'il n'y a pas d'accessibilité à ces services, il n'y a pas de filet de sécurité. Lorsqu'il y a évacuation, il faut souvent trouver un hébergement collectif ou de la nourriture, des vêtements et des abris grâce aux programmes d'ESF, au lieu d'avoir accès à des espaces de protection qui offrent un filet de sécurité pour du soutien étendu.

Roberta : Y a-t-il des questions particulières à prendre en compte concernant la COVID-19 et les évacuations de communautés autochtones dans le cadre de catastrophes naturelles telles que les feux de forêt?

Emily : Certainement. Nous savons que les évacuations se font souvent dans des contextes de grands traumatismes. Elles sont effectuées généralement lorsqu'une communauté fait face à un événement tel qu'un incendie de forêt qui se propage rapidement. Ce genre de situation peut devenir chaotique : il arrive parfois qu'une communauté ne dispose pas d'un plan d'évacuation clair. Cela peut être une source de confusion pour les membres de la communauté. Il faut donc de changer cette situation et revoir la manière de transmettre des informations claires aux communautés. Il faut que ces informations soient transmises de manière préventive afin que les membres de la communauté, particulièrement les personnes vulnérables à une exposition à la COVID – des personnes âgées ayant des problèmes de santé préexistants, des grands-parents s'occupant d'enfants ou des foyers intergénérationnels – reçoivent des informations utiles et en temps opportun pour se mettre en sécurité.

Cela peut signifier de procéder à l'évacuation en incitant les gens à prendre leur propre véhicule au lieu de les transporter dans de grands autobus. On pourrait aussi travailler différemment dans les centres

d'accueil afin que les gens n'aient pas à faire de longues files d'attente pour accéder aux aides et aux services. Nous travaillons donc à ce changement et à l'accès aux aides et aux services pendant les évacuations, et nous veillons également à ne pas attendre au dernier moment pour évacuer en toute sécurité les personnes des communautés. De plus, nous voulons travailler avec les chefs des communautés pour nous assurer que cela se fasse le plus rapidement possible. Malheureusement, cela pourrait signifier que les gens aient à évacuer même si le risque ne se manifeste pas ou n'évolue pas de manière à justifier une évacuation; nous devons placer les gens dans des espaces sécuritaires lorsque nous croyons qu'il pourrait y avoir un risque.

Concernant la COVID et les évacuations, un autre point à prendre en compte est de s'assurer qu'il existe une solide connexion entre la communauté, les dirigeants de la communauté et les personnes et la communauté qui participent aux efforts de planification d'urgence. De même, il faut une solide connexion avec nos homologues provinciaux et fédéraux de la gestion des urgences qui soutiennent à la fois les processus d'évacuation et les espaces de santé publique. Nous devons assurer un effort coordonné, à la fois pour que les communautés soient soutenues et pour garantir que l'interface et l'exposition des premiers intervenants qui aident les communautés à évacuer dans des espaces sécuritaires se fassent dans le respect des mesures de santé publique. Il faut donc disposer d'équipement de protection individuelle en quantité suffisante afin que cette connexion et ce soutien puissent être fournis de manière à répondre aux besoins de la communauté dans un espace où nous maintenons la distance physique et appliquons les consignes sanitaires.

Roberta : Que faut-il mettre en place pour assurer la santé et le bien-être des communautés autochtones qui sont évacuées pendant cette pandémie?

Emily : Je pense qu'il y a quelques points à prendre en compte; l'un des principaux facteurs est le respect des droits et des titres des Autochtones dans le contexte des évacuations, en particulier pendant la COVID. Je ne peux pas parler au nom de toutes les compétences, ni même au nom des communautés, mais ce que nous constatons, c'est que les membres des communautés ont un fort désir de rester dans la communauté quand cela est possible. Je pense qu'il est important d'honorer cette volonté par des mécanismes de soutien à la santé et au bien-être de tous les membres d'une communauté afin qu'ils sentent qu'ils ont un soutien pour demeurer dans leur communauté, avec leur famille et sur leur terre. Je pense que lorsque nous envisageons les choses de manière à créer des soutiens globaux pour les communautés et les personnes, nous pouvons le faire d'une manière qui respecte la sécurité et la santé publique, dans un contexte de respect des droits autochtones pour préserver le bien-être culturel.

Lorsqu'il n'est pas possible de rester dans une communauté et que l'évacuation est nécessaire, il est essentiel, à mon avis, d'offrir des services de soutien global pour les personnes. Nous vivons une époque de grands changements dans le domaine de la gestion des urgences; les besoins individuels sont hautement reconnus et nous sommes conscients des profonds traumatismes découlant d'un contexte d'évacuation et de déplacements en raison de catastrophes. Je crois qu'au-delà de la nourriture, des vêtements et du logement, c'est ce que nous voyons le plus; c'est un élément essentiel pour maintenir la sécurité publique et les soutiens après et pendant l'évacuation.

Au-delà du soutien immédiat apporté, on retrouve également des espaces de bien-être, de soutien émotionnel, spirituel et culturel qui sont fournis pendant cette période. Il s'agit de services et de soutiens essentiels qui doivent être reconnus à la fois dans la pratique de la gestion des urgences et dans l'espace de santé publique. Il faut également reconnaître que lorsque nous offrons aux évacués ces approches holistiques du bien-être pendant une évacuation, la transition et le processus de rétablissement sont beaucoup plus soutenus, et les personnes ont le sentiment que leurs besoins personnels sont mieux comblés.

- Roberta : Avez-vous d'autres commentaires à faire sur ce dont nous avons parlé?
- Emily : Non. Je pense qu'il est important de créer des liens pour ces idées complexes autour de l'évacuation pendant cette pandémie de COVID. Nous sommes en pleine saison des crues en Colombie-Britannique et bientôt débutera la saison des feux de forêt. Il est essentiel d'avoir ces conversations et de reconnaître que nous devons placer la communauté et les personnes touchées au cœur de ces conversations.
- Roberta : Merci. C'est une merveilleuse façon de terminer l'entretien. Nous vous remercions d'avoir pris le temps de répondre à nos questions!
- Emily : C'est moi qui vous remercie.
- Shivoan : Nous venons d'entendre Roberta Stout du Centre de collaboration national de la santé autochtone et Emily Dicken, de l'autorité sanitaire des Premières nations. Si vous avez des questions de santé publique sur la COVID-19, veuillez nous les envoyer à nccid@umanitoba.ca. La production de ce balado a été rendue possible grâce à une contribution financière de l'Agence de la santé publique du Canada, et les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles de l'Agence. L'organisation hôte du CCNMI est l'Université du Manitoba. Visitez www.nccid.ca pour en savoir davantage.